**Recommandation CM/Rec(2010)1**
**du Comité des Ministres aux Etats membres**
**sur les règles du Conseil de l’Europe relatives à la probation**

*(adoptée par le Comité des Ministres le 20 janvier 2010,
lors de la 1075e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres, en vertu de l’article 15.*b* du Statut du Conseil de l’Europe,

Considérant que le but du Conseil de l’Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres, en particulier par l’harmonisation des législations sur des questions d’intérêt commun ;

Considérant que le but de la probation est de contribuer à l’équité de la justice pénale ainsi qu’à la sécurité publique en prévenant et en réduisant la commission d’infraction ;

Considérant que les services chargés de la probation font partie des services essentiels de la justice et que leur travail a un impact sur la diminution de la population carcérale ;

Eu égard :

– à la Déclaration et au Plan d’action adoptés lors du Troisième Sommet des Chefs d’Etat et de Gouvernement du Conseil de l’Europe (Varsovie, 16-17 mai 2005), en particulier pour ce qui concerne la sécurité des citoyens ;
– à la Résolution no 2 (paragraphe 19) adoptée par la 26e Conférence des ministres européens de la justice (Helsinki, 7-8 avril 2005) ;

Prenant en compte :

– la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (STE n° 5) ;
– la Convention européenne pour la surveillance des personnes condamnées ou libérées sous condition (STE no 51) ;
– la Convention européenne sur la valeur internationale des jugements répressifs (STE no 70) ;
– la Recommandation no R (92) 16 relative aux règles européennes sur les sanctions et mesures appliquées dans la communauté ;
– la Recommandation no R (97) 12 sur le personnel chargé de l’application des sanctions et mesures ;
– la Recommandation no R (99) 19 sur la médiation pénale ;
– la Recommandation no R (99) 22 concernant le surpeuplement des prisons et l'inflation carcérale ;
– la Recommandation [Rec(2000)22](https://wcd.coe.int/wcd/ViewDoc.jsp?Ref=Rec(2000)22&Language=lanFrench&Site=CM&BackColorInternet=DBDCF2&BackColorIntranet=FDC864&BackColorLogged=FDC864) concernant l’amélioration de la mise en œuvre des règles européennes sur les sanctions et mesures appliquées dans la communauté ;
– la Recommandation [Rec(2003)22](https://wcd.coe.int/wcd/ViewDoc.jsp?Ref=Rec(2003)22&Language=lanFrench&Site=CM&BackColorInternet=DBDCF2&BackColorIntranet=FDC864&BackColorLogged=FDC864) concernant la libération conditionnelle ;
– la Recommandation [Rec(2003)23](https://wcd.coe.int/wcd/ViewDoc.jsp?Ref=Rec(2003)23&Language=lanFrench&Site=CM&BackColorInternet=DBDCF2&BackColorIntranet=FDC864&BackColorLogged=FDC864) concernant la gestion par les administrations pénitentiaires des condamnés à perpétuité et des autres détenus de longue durée ;
– la Recommandation [Rec(2006)2](https://wcd.coe.int/wcd/ViewDoc.jsp?Ref=Rec(2006)2&Language=lanFrench&Site=CM&BackColorInternet=DBDCF2&BackColorIntranet=FDC864&BackColorLogged=FDC864) sur les Règles pénitentiaires européennes ;
– la Recommandation [Rec(2006)8](https://wcd.coe.int/wcd/ViewDoc.jsp?Ref=Rec(2006)8&Language=lanFrench&Site=CM&BackColorInternet=DBDCF2&BackColorIntranet=FDC864&BackColorLogged=FDC864) sur l’assistance aux victimes d’infractions ; et
– la Recommandation [Rec(2006)13](https://wcd.coe.int/wcd/ViewDoc.jsp?Ref=Rec(2006)13&Language=lanFrench&Site=CM&BackColorInternet=DBDCF2&BackColorIntranet=FDC864&BackColorLogged=FDC864) concernant la détention provisoire, les conditions dans lesquelles elle est exécutée et la mise en place de garanties contre les abus ;

Prenant également en compte :

– les Règles minima des Nations Unies pour l’élaboration de mesures non privatives de liberté (Règles de Tokyo),

Recommande aux gouvernements des Etats membres :

– d’être guidés, dans l’élaboration de leurs législations et de leurs politiques ainsi que de leurs pratiques, par les règles figurant dans les annexes à la présente recommandation ;

– de s’assurer que la présente recommandation et son commentaire sont traduits et diffusés de la façon la plus large possible et plus particulièrement auprès des autorités judiciaires, des services de probation, des services pénitentiaires, ainsi que des médias et du grand public.

*Annexe I à la Recommandation CM/Rec(2010)1*

**Partie I : Portée, champ d’application, définitions et principes fondamentaux**

**Portée et champ d’application**

Les présentes règles énoncent les principes qui doivent guider la création et le bon fonctionnement des services de probation. Elles s’appliquent aussi à d'autres organisations lorsqu’elles accomplissent les tâches couvertes par ces règles, y compris d'autres organismes publics, ainsi que des organisations non gouvernementales et commerciales.

Elles ne sauraient en aucune manière être interprétées comme faisant obstacle à l’application de normes et instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l’homme plus favorables à la prise en charge des auteurs d’infraction.

Les présentes règles doivent être lues en parallèle avec la Recommandation no R (92) 16 relative aux règles européennes sur les sanctions et mesures appliquées dans la communauté.

De plus, ces règles complètent les dispositions pertinentes de la Recommandation no R (97) 12 sur le personnel chargé de l’application des sanctions et mesures, de la Recommandation n° R (99) 19 sur la médiation pénale, de la Recommandation [Rec(2000)22](https://wcd.coe.int/wcd/ViewDoc.jsp?Ref=Rec(2000)22&Language=lanFrench&Site=CM&BackColorInternet=DBDCF2&BackColorIntranet=FDC864&BackColorLogged=FDC864) concernant l’amélioration de la mise en œuvre des règles européennes sur les sanctions et mesures appliquées dans la communauté, de la Recommandation [Rec(2003)22](https://wcd.coe.int/wcd/ViewDoc.jsp?Ref=Rec(2003)22&Language=lanFrench&Site=CM&BackColorInternet=DBDCF2&BackColorIntranet=FDC864&BackColorLogged=FDC864) concernant la libération conditionnelle, de la Recommandation [Rec(2003)23](https://wcd.coe.int/wcd/ViewDoc.jsp?Ref=Rec(2003)23&Language=lanFrench&Site=CM&BackColorInternet=DBDCF2&BackColorIntranet=FDC864&BackColorLogged=FDC864) concernant la gestion par les administrations pénitentiaires des condamnés à perpétuité et des autres détenus de longue durée, de la Recommandation [Rec(2006)2](https://wcd.coe.int/wcd/ViewDoc.jsp?Ref=Rec(2006)2&Language=lanFrench&Site=CM&BackColorInternet=DBDCF2&BackColorIntranet=FDC864&BackColorLogged=FDC864) sur les Règles pénitentiaires européennes, de la Recommandation [Rec(2006)8](https://wcd.coe.int/wcd/ViewDoc.jsp?Ref=Rec(2006)8&Language=lanFrench&Site=CM&BackColorInternet=DBDCF2&BackColorIntranet=FDC864&BackColorLogged=FDC864) sur l’assistance aux victimes d’infractions, et de la Recommandation [Rec(2006)13](https://wcd.coe.int/wcd/ViewDoc.jsp?Ref=Rec(2006)13&Language=lanFrench&Site=CM&BackColorInternet=DBDCF2&BackColorIntranet=FDC864&BackColorLogged=FDC864) concernant la détention provisoire, les conditions dans lesquelles elle est exécutée et la mise en place de garanties contre les abus, et doivent être interprétées ensemble.

**Définitions**

**Probation :** ce terme décrit l’exécution en milieu ouvert de sanctions et mesures définies par la loi et prononcées à l’encontre d’un auteur d’infraction. Elle consiste en toute une série d’activités et d’interventions, qui impliquent suivi, conseil et assistance dans le but de réintégrer socialement l’auteur d’infraction dans la société et de contribuer à la sécurité collective.

**Service de probation :** tout organisme désigné par la loi pour remplir les tâches et responsabilités décrites ci-dessus. Suivant le système national, le travail du service de probation peut également inclure la transmission d’informations et d’avis aux autorités judiciaires et aux autres autorités décisionnaires pour les aider à prendre des décisions équitables en connaissance de cause ; le conseil et l’assistance aux auteurs d’infraction pendant leur détention pour préparer leur libération et leur réinsertion ; l’assistance aux personnes en libération anticipée et leur contrôle ; des interventions de justice réparatrice ; et l’offre d’une assistance aux victimes de crime.

**Sanctions et mesures appliquées dans la communauté :** sanctions et mesures qui maintiennent l’auteur d’infraction dans la communauté et impliquent certaines restrictions de liberté par l’imposition de conditions et/ou d’obligations. L’expression désigne les sanctions décidées par une autorité judiciaire ou administrative et les mesures prises avant la décision imposant la sanction ou à la place d’une telle décision, de même que les modalités d’exécution d’une peine d’emprisonnement hors d’un établissement pénitentiaire.

**Aide à la réadaptation :** processus consistant à réintégrer de manière volontaire dans la société un auteur d’infraction, après sa sortie définitive de prison, d’une manière à la fois positive, planifiée et encadrée. Dans les présentes règles, ce terme est distinct du terme « réinsertion », qui fait référence à une intervention prévue par la loi et mise en place après la sortie.

**Principes fondamentaux**

1. Les services de probation ont pour but de réduire la commission de nouvelles infractions en établissant des relations positives avec les auteurs d’infraction afin d’assurer le suivi (y compris un contrôle, le cas échéant), de les guider et de les assister pour favoriser la réussite de leur insertion sociale. De cette manière, la probation contribue à la sécurité collective et à la bonne administration de la justice.

2. Les services de probation sont tenus de respecter les droits fondamentaux des auteurs d’infraction. Dans toutes leurs interventions, ils tiennent dûment compte de la dignité, de la santé, de la sécurité et du bien-être des auteurs d’infraction.

3. Dans tous les cas où les services de probation traitent des questions relatives aux victimes d’infraction, ils sont tenus de respecter les droits et les besoins de ces dernières.

4. Les services de probation tiennent pleinement compte des particularités, de la situation et des besoins individuels des auteurs d’infraction, de manière à ce que chaque cas soit traité avec justice et équité. Les interventions des services de probation sont menées sans discrimination fondée notamment sur le sexe, la race, la couleur, la langue, la religion, le handicap, l’orientation sexuelle, les opinions politiques ou autres, l'origine nationale ou sociale, l'appartenance à un groupe ethnique minoritaire, la fortune, la naissance ou toute autre situation.

5. En exécutant toute sanction ou mesure, les services de probation ne doivent pas imposer à l’auteur d’infraction des charges ou des restrictions de ses droits supérieures à ce qui a été prévu par la décision judiciaire ou administrative et qui résulte dans chaque cas particulier de la gravité de l’infraction ou du risque de récidive convenablement évalué.

6. Dans toute la mesure du possible, les services de probation recherchent le consentement éclairé et la coopération d’auteurs d’infraction pour toutes les interventions qui les concernent.

7. Chaque intervention préalable à l’établissement définitif de la culpabilité doit se faire avec le consentement éclairé de l’auteur d’infraction et ne doit pas porter atteinte à la présomption d’innocence.

8. Les services de probation, leurs missions et leurs responsabilités, ainsi que leurs relations avec les pouvoirs publics et d’autres organismes, sont définis par le droit national.

9. La probation reste de la responsabilité des pouvoirs publics, même dans les cas où les services sont assurés par d'autres organismes ou par des bénévoles.

10. Les services de probation bénéficient d’un statut et d’une reconnaissance correspondant à leur mission et sont dotés de ressources suffisantes.

11. Les autorités décisionnaires utilisent, si approprié, les conseils et le suivi professionnels des services de probation afin, d’une part, de réduire le risque de récidive, et, d’autre part, de développer l’usage des mesures alternatives à la privation de liberté.

12. Les services de probation coopèrent avec d’autres organismes publics ou privés et les communautés locales pour promouvoir l’insertion sociale des auteurs d’infraction. Un travail pluridisciplinaire et interorganisationnel, coordonné et complémentaire est nécessaire pour répondre aux besoins souvent complexes des auteurs d’infraction et renforcer la sécurité collective.

13. Toutes les activités et interventions des services de probation respectent les normes déontologiques et professionnelles nationales et internationales les plus avancées.

14. Des procédures accessibles, impartiales et efficaces de dépôt de plainte concernant la pratique probatoire doivent être établies.

15. Les services de probation sont soumis à une inspection gouvernementale régulière et/ou à un contrôle indépendant.

16. Les autorités compétentes soutiennent l’efficacité des mesures de probation en encourageant la recherche scientifique, dont les résultats doivent orienter les politiques et les pratiques en matière de probation.

17. Les autorités compétentes et les services de probation informent les médias et le grand public de l'action des services de probation afin de mieux faire comprendre leur rôle et leur valeur pour la société.

**Partie II : Organisation et personnel**

**Organisation**

18. La structure, le statut et les ressources des services de probation doivent correspondre au volume des tâches et des responsabilités qui leur sont confiées et doivent refléter l’importance du service public qu'ils assurent.

19. Les services de probation, qu’il s’agisse d’organismes publics ou privés, sont tenus de se conformer aux instructions et aux règles formelles de la politique d’intervention établies par les autorités compétentes.

20. Tout organisme privé assurant des services de probation pour les auteurs d’infraction doit être agréé par les autorités compétentes, conformément au droit national.

**Personnel**

21. Les services de probation doivent agir de façon à gagner la crédibilité des autres organes de justice et de la société civile pour le statut et le travail effectué par leur personnel. Les autorités compétentes s’efforcent de faciliter à atteindre ce but en lui fournissant des ressources adéquates, en veillant à ce que le personnel soit sélectionné et recruté de façon ciblée, correctement rémunéré et placé sous l’autorité d’une direction compétente.

22. Le personnel est recruté et sélectionné en fonction de critères approuvés qui doivent insister sur l’intégrité, les qualités humaines, les compétences professionnelles et les aptitudes personnelles nécessaires à la tâche complexe qui l’attend.

23. Tous les membres du personnel doivent avoir accès à des formations adaptées à leur rôle et à leur degré de responsabilité professionnelle.

24. Une formation initiale est dispensée à tous les membres du personnel dans le but de leur transmettre les compétences, les connaissances et les valeurs nécessaires. Le personnel est évalué selon des modalités reconnues et des qualifications, qui valident le niveau de compétence atteint, sont décernées.

25. Le personnel doit, tout au long de sa carrière, entretenir et améliorer ses connaissances et ses compétences professionnelles grâce à des formations et au développement continus qui lui sont proposés.

26. Le personnel doit être formé et habilité à agir selon son appréciation, dans le respect de la loi, de l’éthique, des principes de l’institution, des normes professionnelles actualisées et du code déontologique.

27. Le personnel travaillant ou amené à travailler avec les auteurs qui ont commis des infractions de nature particulière reçoit une formation spécialisée à cet effet.

28. La formation prend en compte les auteurs d’infraction et, le cas échéant, les victimes particulièrement vulnérables ou qui ont des besoins particuliers.

29. Les effectifs des services de probation doivent être suffisants pour qu’ils puissent assurer pleinement leur mission. Le nombre de dossiers que chaque agent a à traiter doit lui permettre de surveiller, guider et assister efficacement les auteurs d’infraction, de manière humaine et, si cela est approprié, de travailler avec leur famille et, le cas échéant, les victimes. Si la demande est excessive, il est de la responsabilité de la direction de chercher des solutions et d’indiquer au personnel les tâches prioritaires.

30. La direction assure la qualité du travail de probation en dirigeant, guidant, supervisant et motivant le personnel. Ce dernier doit rendre compte de ses actes.

31. La direction veille à développer et à entretenir de bonnes relations de travail et de bons contacts avec d’autres services et partenaires, avec les bénévoles, les pouvoirs publics, les médias et le grand public.

32. Des dispositions prévoient la consultation collégiale du personnel par la direction sur des questions d’ordre général relatives à l’activité professionnelle et aux conditions d’emploi y afférant.

33. La rémunération, les avantages sociaux et les conditions d’emploi du personnel doivent être en rapport avec le statut de la profession et doivent correspondre à la nature astreignante de leur travail pour permettre de recruter et de conserver un personnel compétent.

34. Des bénévoles peuvent être impliqués dans certains aspects du travail de probation. Ils font l’objet d’une sélection, d’un soutien et de l’attribution des ressources adéquates.

**Partie III**

**Responsabilités et relations avec d’autres organismes**

35. En accord avec le droit national, les services de probation sont en contact avec les autorités judiciaires et, si nécessaire, avec d'autres autorités compétentes, et leur fournissent des informations. Ils leur communiquent en règle générale des informations de portée générale ainsi que relatives à des cas particuliers concernant notamment l’impact probable de la détention et l’opportunité d’appliquer des sanctions et mesures non privatives de liberté. Dans les hypothèses où des rapports relatifs à des cas particuliers sont requis, l’information à communiquer doit être clairement définie.

36. Les services de probation soumettent régulièrement aux autorités compétentes des rapports et des comptes rendus sur l’ensemble de leur action.

37. Les services de probation coopèrent avec d’autres organes du système judiciaire, avec les services de soutien et avec la société civile pour s’acquitter efficacement de leurs missions et obligations.

38. Les services de probation incitent et aident les services de soutien à assumer les responsabilités qui sont les leurs en ce qui concerne l’assistance à porter aux auteurs d’infraction en tant que membres de la société.

39. Indépendamment du fait qu’ils fassent ou non partie d'une même organisation, les services de probation et les services en milieu fermé travaillent en étroite coopération pour contribuer à un passage réussi de la vie carcérale à la vie en société.

40. En cas de besoin, des accords interorganisationnels de portée générale ou concernant des cas particuliers et précisant les conditions de coopération et d’assistance sont conclus entre différents partenaires.

41. Le droit national doit établir des règles formelles et claires relatives au secret professionnel, à la protection des données et à l’échange d’informations. En cas d’établissement de partenariat, il est fait expressément mention de ces règles.

**Partie IV**

**Le travail de probation**

*Rapports présencentiels*

42. En fonction du système juridique national, les services de probation peuvent établir des rapports présentenciels sur des auteurs présumés d’infraction particulière dans le but, le cas échéant, d’aider les autorités judiciaires à statuer sur l’opportunité des poursuites ou sur la sanction ou la mesure appropriée. Dans ce cas, ils communiquent régulièrement avec les autorités judiciaires pour déterminer les situations dans lesquelles ce type de rapport peut être utile.

43. Les rapports présentenciels se fondent sur des informations clairement identifiées. Dans la mesure du possible, elles doivent être vérifiées et mises à jour pendant le déroulement de la procédure.

44. Les auteurs présumés d’infraction doivent avoir la possibilité de participer à l'établissement du rapport, dans lequel leur avis, si disponible, doit être reflété et dont le contenu doit leur être communiqué personnellement ou par l'intermédiaire de leur représentant légal.

*Autres rapports consultatifs*

45. En fonction du système juridique national, les services de probation peuvent établir les rapports nécessaires à la prise des décisions par les autorités compétentes. Ces rapports donnent un avis :

*a*. sur la possibilité de libérer l’auteur d’infraction ;
*b*. sur les conditions particulières dont doit éventuellement être assortie la décision de libération de l’auteur ;
*c*. sur toute prise en charge nécessaire pour préparer l’auteur d’infraction à sa libération.

46*.* Les auteurs d’infraction doivent avoir la possibilité, le cas échéant, de participer à l'établissement de ce rapport, dans lequel leur avis, si disponible, doit être reflété et dont le contenu doit leur être communiqué personnellement ou par l'intermédiaire de leur représentant légal.

*Le travail d’intérêt général*

47. Le travail d’intérêt général est une sanction ou mesure appliquée dans la communauté qui implique l’organisation et le suivi par les services de probation d’un travail bénévole au service de la collectivité à titre de réparation effective ou symbolique du préjudice causé par l’auteur d’infraction. Le travail d’intérêt général ne doit pas être de nature à stigmatiser les auteurs d’infraction et les services de probation doivent chercher à identifier et à utiliser des tâches propices au développement des compétences et à l’insertion sociale des auteurs d’infraction.

48. Le travail d’intérêt général ne doit pas être exécuté au bénéfice des services de probation, de leur personnel ou dans un but commercial.

49. Lors de la sélection des tâches qui se prêtent au travail d’intérêt général, les services de probation prennent en compte la sécurité de la collectivité et des bénéficiaires directs de ce travail.

50. La protection des auteurs d’infraction affectés à un travail d’intérêt général doit être assurée par des mesures adéquates d'hygiène et de sécurité. Ces mesures ne peuvent pas être moins rigoureuses que celles applicables aux autres travailleurs.

51. Les services de probation conçoivent des programmes de travail d'intérêt général prévoyant toute une série de tâches correspondant aux différentes aptitudes des auteurs d’infraction et à la diversité de leurs besoins. En particulier, des tâches adaptées doivent être prévues pour les femmes, pour les personnes handicapées, pour les jeunes adultes et pour les personnes âgées.

52. Les auteurs d’infraction doivent être consultés sur les types de travail qu’ils peuvent effectuer.

*Les mesures de suivi*

53. En accord avec le droit national, les services de probation peuvent assurer un suivi avant, pendant et après le procès, tel un suivi dans le cadre d’une libération provisoire, d’une libération sous caution, d’abandon conditionnel des poursuites, d’une peine conditionnelle ou avec sursis, ou d’une libération anticipée.

54. Pour garantir le respect de la mesure, il est nécessaire que le suivi soit pleinement adapté à la diversité des auteurs d’infraction et à leurs besoins.

55. Le suivi ne doit pas être considéré comme un simple contrôle, mais aussi comme un moyen de conseiller, d’aider et d’accompagner les auteurs d’infraction. En cas de besoin, il doit être complété par d’autres interventions, proposées par les services de probation ou d’autres organismes, telles que des formations, le développement de compétences, des offres d’emploi et des dispositifs de soins.

*Le travail avec la famille de l’auteur d’infraction*

56. En cas de besoin, et conformément au droit national, les services de probation offrent, directement ou par l'intermédiaire de services partenaires, soutien, conseil et information aux familles des auteurs d’infraction.

*La surveillance électronique*

57. Lorsque la surveillance électronique est mise en place dans le cadre du suivi probatoire, elle doit être complétée par des interventions conçues pour mener à la réintégration et aider le désistement.

58. Le niveau de surveillance technologique ne doit pas être plus intrusif que nécessaire en fonction de chaque cas particulier et il doit tenir compte de la gravité de l'infraction commise et des risques pour la sécurité collective.

*La réinsertion*

59.Lorsque des services de probation sont chargés du suivi d’auteurs d’infraction après leur remise en liberté, ils coopèrent avec les autorités pénitentiaires, les auteurs, leur famille et la collectivité afin de préparer leur libération et leur réinsertion dans la société. Ils établissent des contacts avec les services compétents en milieu fermé afin d’aider leur réinsertion sociale et professionnelle après la sortie.

60. Les services de probation doivent disposer de tous les accès nécessaires aux détenus afin de pouvoir les aider à préparer leur libération et à organiser leur réinsertion dans le but d’assurer la continuité d’une prise en charge fondée sur tout travail constructif entrepris pendant leur détention.

61. Le suivi après une libération anticipée doit avoir pour but de combler les besoins de réinsertion de l’auteur d’infraction tels que l’emploi, le logement, l’éducation et d’assurer le respect des conditions de libération dans le but de réduire les risques de récidive et de préjudices graves.

*L’aide à la réadaptation*

62. Lorsque toutes les obligations postérieures à la libération sont levées, les services de probation devraient pouvoir continuer, lorsque le droit national le permet, à offrir une aide à la réadaptation aux anciens délinquants qui le demandent pour les aider à poursuivre leur vie dans le respect des lois.

*Le travail de probation avec les auteurs d’infraction de nationalité étrangère et les ressortissants nationaux sanctionnés à l’étranger*

63. Les services de probation offrent des services accessibles aux auteurs d’infraction de nationalité étrangère, tout particulièrement en ce qui concerne le suivi en milieu ouvert et la réinsertion.

64. Lorsqu'il existe des dispositions prévoyant le transfert des interventions de probation concernant des auteurs d’infraction de nationalité étrangère, ceux-ci doivent être informés de leurs droits à ce sujet. Une coopération étroite et continue doit être établie et maintenue autant que possible avec les services de probation du pays d’origine afin de faciliter le suivi nécessaire au retour de l’auteur d’infraction dans son pays.

65. Les services de probation doivent viser à faciliter, avec l’accord des autorités nationales, les contacts et le soutien déjà établis avec les ressortissants nationaux sanctionnés à l’étranger qui leur sont connus, et à les encourager à utiliser les services de soutien appropriés à leur retour.

**Partie V**

**Le processus de suivi**

*Appréciation*

66. Avant et pendant la mise en place du suivi d’un auteur d’infraction, ce dernier fait l’objet, le cas échéant, d’une appréciation qui analyse de façon systématique et approfondie sa situation particulière, y compris les risques, les facteurs positifs et les besoins, les interventions nécessaires pour répondre à ces besoins ainsi qu’une appréciation de la réceptivité de l’auteur d’infraction à ces interventions.

67. Dans la mesure du possible, les auteurs d’infraction doivent avoir la possibilité de participer activement à cette appréciation formelle, ce qui implique notamment que leurs avis et souhaits personnels soient dûment pris en compte, de même que leurs qualités personnelles et leur sens des responsabilités pour éviter la récidive.

68. Les auteurs d’infraction sont informés de la procédure et des conclusions de l’appréciation.

69. L’appréciation est un processus continu dont l'exactitude et la pertinence doivent être examinées périodiquement.

70. L’appréciation est recommandée :

*a*. au moment où la peine ou mesure la plus appropriée est déterminée ou lorsqu'une solution autre que la procédure pénale formelle est envisagée ;
*b*. au début d’une période de suivi ;
*c*. en cas de changements importants dans la vie de l’auteur d’infraction ;
*d*. lorsqu’il est envisagé de modifier la nature ou le niveau de suivi ;
*e*. à la fin de la mesure de suivi.

71. Le personnel doit être formé à effectuer des appréciations conformément aux présentes règles. Lorsque les systèmes nationaux ont recours à des instruments d’appréciation, le personnel doit être formé à comprendre la valeur potentielle et la limite de tels instruments, et à les utiliser pour étayer son appréciation professionnelle.

*Planification*

72. Un plan d’exécution pour la mise en œuvre de toutes les sanctions et mesures est établi par les autorités compétentes, et consigné dans le dossier de l'intéressé. Ce plan guide le travail des services de probation et permet au personnel et aux auteurs d’infraction d’évaluer les progrès réalisés pour atteindre les objectifs fixés.

73. Le plan d’exécution est négocié et établi dans toute la mesure du possible en concertation avec l’auteur d’infraction.

74. Le plan s’appuie sur l’appréciation initiale et présente les interventions qui seront mises en place.

75. A chaque fois que l’appréciation est revue, le plan d’exécution doit être révisé, si nécessaire.

*Interventions*

76. Les interventions ont pour but la réintégration et le désistement, et doivent donc être constructives et proportionnelles à la sanction ou mesure imposée.

77. Les services de probation doivent pouvoir recourir à diverses méthodes, fondées sur une approche pluridisciplinaire et des connaissances solides issues de la recherche scientifique dans ce domaine.

78. Les auteurs d’infraction doivent être pleinement informés à l’avance de toute intervention proposée. Tout doit être entrepris pour s’assurer de leur participation active à ces interventions.

79. Pour la mise en place des interventions et l’orientation de l’intéressé vers les organismes appropriés, les services de probation font appel, le cas échéant, à des services de soutien.

80. Quel que soit le nombre de personnes amenées à travailler avec un auteur d’infraction, ce dernier relève de la responsabilité d’un membre identifié du personnel. Son rôle est d’évaluer, d’élaborer et de coordonner le plan d’exécution général, d’assurer les contacts avec l’auteur d’infraction et de veiller au respect du dispositif. Ce mode de fonctionnement est d’autant plus important dans les cas où les auteurs d’infraction font l’objet de plusieurs interventions ou lorsque plusieurs organismes sont impliqués.

*Evaluation*

81. Les progrès réalisés par les auteurs d’infraction sont évalués à intervalles réguliers et se répercutent sur le plan d’exécution pour la durée de suivi restant à courir. L’évaluation est consignée dans le dossier de l’intéressé et, si nécessaire, jointe au rapport de suivi adressé à l’autorité décisionnaire.

82. L’évaluation reflète également dans quelle mesure le plan d’exécution a été défini, mis en œuvre et a produit les effets attendus.Les services de probation sont habilités à proposer à l’autorité décisionnaire de modifier les modalités de suivi ou de mettre un terme à ce dernier lorsque cela est approprié.

83. L’avis de l’auteur d’infraction quant à la pertinence du suivi est à joindre à l’évaluation.

84. A la fin de la période de suivi, une évaluation finale est effectuée. Les auteurs d’infraction doivent être informés que cette évaluation restera dans leur dossier et pourra être utilisée par après.

*Exécution et respect des obligations*

85. Les services de probation veillent à ce que les auteurs d’infraction respectent activement le suivi dont ils font l’objet et toutes les obligations imposées. Pour obtenir la coopération des auteurs d’infraction, les services de probation évitent de recourir à la seule perspective de sanctions en cas de non-respect des obligations.

86. Les auteurs d’infraction sont pleinement informés de ce que l’on attend d’eux, des devoirs et responsabilités du personnel de probation et des conséquences du non-respect des obligations prescrites.

87. Lorsque l’auteur d’infraction ne respecte pas les obligations imposées, le personnel de probation doit réagir de manière active et rapide. La réaction doit tenir pleinement compte des circonstances du non-respect de ces obligations.

*Dossiers, informations et confidentialité*

88. Tous les services de probation tiennent un compte-rendu formel, précis et à jour de leur travail. Ce compte-rendu comprend normalement les données personnelles des personnes concernées, qui sont nécessaires à l’exécution de la sanction ou de la mesure prononcée, un historique des contacts des intéressés avec le service de probation et les actions entreprises dans leur cas. Y sont également consignés les appréciations, plans d’exécution, interventions et évaluations.

89. Les dossiers individuels sont soumis aux principes de confidentialité et de protection des données tels que prévus par le droit national. Les informations confidentielles ne peuvent être communiquées qu’aux organismes concernés, conformément à des procédures strictes de traitement et d’utilisation à des fins bien définies.

90. Les dossiers individuels sont un moyen important de garantir la responsabilité de tous les intervenants. Ils doivent être régulièrement contrôlés par la direction et être présentés à la demande lors d’inspections et de contrôles formels.

91. Les services de probation doivent être en mesure d’informer la justice et les autres autorités compétentes des actions en cours, des progrès de l’auteur d’infraction et de la mesure dans laquelle il respecte ses obligations.

92. L’auteur d’infraction a accès à ses dossiers dans la mesure où c’est prévu par le droit national et ne porte pas atteinte au droit à la vie privée de tierces personnes. L’auteur d’infraction a le droit de contester le contenu de ces dossiers.

**Partie VI**

**Autres missions des services de probation**

*Travail avec les victimes*

93. Si les services de probation sont amenés à intervenir auprès des victimes d’infraction, ils doivent les aider à surmonter les conséquences de l’infraction commise, en tenant pleinement compte de la diversité de leurs besoins.

94. Si nécessaire, les services de probation se mettent en contact avec les services d’aide aux victimes pour s’assurer que les besoins de ces dernières sont pris en compte.

95. Si les services de probation sont amenés à entrer en contact avec les victimes et/ou leur demandent leur avis, celles-ci doivent être clairement informées que les décisions relatives à la sanction des auteurs d’infraction sont prises en fonction de plusieurs facteurs et pas seulement en fonction du préjudice infligé à une victime donnée.

96. Même si les services de probation ne travaillent pas directement avec les victimes, leurs interventions doivent respecter les droits et besoins de ces dernières, et viser à sensibiliser l’auteur d’infraction au préjudice subi par les victimes, et l’amener à en assumer la responsabilité.

*Pratiques de justice réparatrice*

97. Si les services de probation sont amenés à participer à des actions de justice réparatrice, les droits et responsabilités des auteurs d’infraction, des victimes et de la collectivité doivent être clairement définis et reconnus. Une formation appropriée doit être proposée au personnel de probation. Quelle que soit la forme d’intervention retenue, le but principal doit être de réparer le préjudice causé.

*Prévention de la criminalité*

98. Lorsque le droit national le prévoit, l'expertise et l'expérience des services de probation doivent être utilisées pour le développement de stratégies de réduction de la criminalité. Cela peut prendre la forme d’interventions communes et de partenariats.

**Partie VII**

**Procédures de dépôt des plaintes, inspection et contrôle**

99.Le droit national prévoit des procédures claires, accessibles et efficaces pour instruire les plaintes relatives à la pratique de probation, et y répondre.

100. Ces procédures doivent être équitables et impartiales.

101. En tout état de cause, le requérant est dûment informé de l’état d’avancement de la procédure et des conclusions de l'instruction.

102. Les services de probation veillent à ce que des systèmes internes fiables soient en place pour pouvoir contrôler et améliorer leur propre fonctionnement, et veiller à ce qu’il réponde aux critères requis.

103. Les services de probation sont responsables devant les autorités compétentes et soumis à des inspections régulières de la part du gouvernement et/ou à un contrôle indépendant. Ils sont tenus de coopérer pleinement à tous ces contrôles. Les résultats du contrôle des organismes indépendants doivent être rendus publics.

**Partie VIII**

**Recherche scientifique, évaluation, action auprès des médias et du public**

104. La politique et la pratique en matière de probation doivent autant que possible s’appuyer sur des faits. Les autorités fournissent les ressources nécessaires à une recherche scientifique et à une évaluation rigoureuse.

105. La révision des lois, politiques et pratiques existantes s’appuie sur de solides connaissances et études scientifiques répondant aux critères approuvés au niveau international.

106. Des informations factuelles sur le travail des services de probation sont régulièrement communiquées aux médias et au public, qui doivent être informés des buts et des résultats de ce travail afin que le rôle et l’importante mission de ces services dans la société soit mieux compris.

107. Les autorités compétentes sont encouragées à publier des rapports réguliers sur les évolutions observées dans le domaine de la probation.

108. Les déclarations officielles exposant les politiques et pratiques des services de probation sont mises à la disposition des autres organismes, des usagers des services et du grand public, aussi bien sur le plan national qu’international, de manière à favoriser la confiance et à améliorer les normes et pratiques en matière de probation.

*Annexe II à la Recommandation CM/Rec(2010)1*

**Glossaire des termes utilisés**

**Aide à la réadaptation :** processus consistant à réintégrer de manière volontaire dans la société un auteur d’infraction, après sa sortie définitive de prison, d’une manière à la fois positive, planifiée et encadrée. Dans les présentes règles, ce terme est distinct du terme « réinsertion », qui fait référence à une intervention prévue par la loi et mise en place après la sortie.

**Appréciation :** processus d’estimation des risques, des besoins et des points forts d’un auteur d’infraction avant de préparer une intervention et/ou de conseiller les autorités judiciaires ou autres autorités compétentes. L’appréciation s’efforce en outre d’identifier les causes de l’infraction et de voir si des mesures peuvent être prises pour réduire les risques de récidive.

**Assistance :** doit faire intégralement partie du suivi à côté du contrôle. Généralement, elle couvre un ou plusieurs des services suivants : une aide pour trouver un logement, un emploi, une formation, une aide à la famille, etc. Dans certains systèmes juridiques, l’assistance peut être fournie par des services distincts.

**Auteur d’infraction :** toute personne soupçonnée d’avoir commis ou ayant effectivement commis une infraction pénale. Aux fins de la présente recommandation et sans préjudice de la présomption d’innocence et de l’établissement de la culpabilité par une décision de justice, le terme « auteur d’infraction » s’entend de toute personne faisant l’objet d'une procédure pénale.

**Autorité décisionnaire :** toute autorité judiciaire, administrative ou autre habilitée par la loi à prononcer ou révoquer une sanction ou une mesure appliquée dans la communauté, ou à modifier les conditions et obligations dont elle s'accompagne.

**Autorité judiciaire :** ce sont les tribunaux, les juges ou les procureurs.

**Bénévole :** personne qui fournit à titre gratuit des services liés à la probation. Les bénévoles peuvent néanmoins percevoir une petite somme en défraiement des dépenses liées à leur travail.

**Conditions et obligations :** ensemble des prescriptions dont s’accompagne la sanction ou la mesure imposée par l’autorité décisionnaire et qui en sont partie intégrante.

**Contrôle :** désigne les activités qui se limitent à vérifier ou à s’assurer du respect effectif par l’auteur d’infraction de l’ensemble des conditions ou obligations imposées par la sanction ou la mesure. En règle générale, de telles activités comprennent le recours effectif ou la menace de recourir aux sanctions ou mesures plus restrictives en cas de violation de ces conditions ou obligations. La notion de contrôle est plus étroite que celle de suivi.

**Désistement :** processus par lequel, avec ou sans l’intervention des services de justice pénale, l’auteur d’infraction met un terme à ses activités délinquantes et mène une vie respectant la loi par le développement de son capital humain (par exemple ses capacités individuelles et ses connaissances) et son capital social (par exemple l’emploi, la création d’une famille, les relations et les liens sociaux, et l’engagement dans la société civile).

**Droit national :** non seulement l’ensemble des textes de loi adoptés par le législateur national, mais aussi tous les autres textes réglementaires et textes d’application de ces lois, ainsi que la jurisprudence des cours et des tribunaux, dans la mesure où ces formes de création de la loi sont reconnues par le système juridique national.

**Evaluation :** examen approfondi de la mesure dans laquelle les objectifs définis au préalable ont été atteints. Ce processus mène à la prise de décision sur les suites à donner.

**Exécution :** ensemble des aspects pratiques de l’action des services de probation visant à garantir qu’une sanction ou mesure appliquée dans la communauté est mise en œuvre comme il se doit.

**Intervention :** toute action entreprise pour assurer le suivi des auteurs d’infraction, les prendre en charge, leur apporter assistance ou conseil afin de les empêcher de commettre de nouvelles infractions et de les aider à vivre dans le respect des lois. Par conséquent, le terme « intervention » ne comprend pas la fourniture d’informations ou la rédaction des rapports.

**Libération anticipée** : comprend toutes formes de sortie de prison avant que la peine d’emprisonnement ait été pleinement purgée, telles que la libération provisoire, la libération conditionnelle ou la grâce conditionnelle.

**Justice réparatrice :** comprend des approches et des programmes fondés sur plusieurs postulats : *a*. la réponse apportée au délit doit permettre de réparer, dans toute la mesure possible, le préjudice causé à la victime ; *b*. il faut amener les auteurs d’infraction à comprendre que les actes commis par eux ne sont pas acceptables et qu’ils ont de réelles conséquences pour la victime et la communauté ; *c*. les auteurs d’infraction peuvent et doivent assumer la responsabilité de leurs actes ; *d*. les victimes doivent avoir la possibilité d'exprimer leurs besoins et d'être associées aux réflexions visant à déterminer comment l’auteur d’infraction doit réparer, au mieux, le préjudice qu'il a causé et ; *e*. la communauté est tenue de contribuer à ce processus.

**Plainte :** désigne à la fois un recours auprès d’une autorité judiciaire et le dépôt d’une plainte auprès d’un organe administratif.

**Prévention de la criminalité :** toute politique et pratique mise en œuvre par les services de justice pénale et d’autres services compétents en vue de prévenir (ou du moins de limiter) les infractions pénales.

**Probation :** ce terme décrit l’exécution en milieu ouvert de sanctions et mesures définies par la loi et prononcées à l’encontre d’un auteur d’infraction. Elle consiste en toute une série d’activités et d’interventions, qui impliquent suivi, conseil et assistance dans le but de réintégrer socialement l’auteur d’infraction dans la société et de contribuer à la sécurité collective.

**Réinsertion :** commence pendant la période de détention. C’est le processus conduisant le prisonnier à réintégrer la société d’une manière positive et bien menée. Aux fins des présentes règles, le terme « réinsertion » se rapporte à la période de suivi après la sortie de prison de l’auteur d’infraction, tandis que celui-ci fait encore l’objet de certaines obligations prévues par la loi – par exemple une période de libération conditionnelle. Il convient de distinguer ce terme du terme « aide à la réadaptation ».

**Réintégration:** c’est un concept large qui comprend une grande variété d’interventions visant à encourager le désistement et à rétablir l’auteur d’infraction en tant que personne menant sa vie dans le respect des lois.

**Sanctions et mesures appliquées dans la communauté :** sanctions et mesures qui maintiennent l’auteur d’infraction dans la communauté et impliquent certaines restrictions de liberté par l’imposition de conditions et/ou d’obligations. L’expression désigne les sanctions décidées par une autorité judiciaire ou administrative et les mesures prises avant la décision imposant la sanction ou à la place d’une telle décision, de même que les modalités d’exécution d’une peine d’emprisonnement hors d’un établissement pénitentiaire.

**Service de probation :** tout organisme désigné par la loi pour remplir les tâches et responsabilités susmentionnées. Suivant le système national, le travail du service de probation peut également inclure la transmission d’informations et d’avis aux autorités judiciaires et aux autres autorités décisionnaires pour les aider à prendre des décisions équitables en connaissance de cause ; le conseil et l’assistance aux auteurs d’infraction pendant leur détention pour préparer leur libération et leur réinsertion ; l’assistance aux personnes en libération anticipée et leur contrôle ; des interventions de justice réparatrice ; et l’offre d’une assistance aux victimes de crime.

**Suivi :** désigne à la fois les activités d’assistance, menées par ou pour une autorité d’exécution dans le but de maintenir l’auteur d’infraction au sein de la collectivité et les actions entreprises pour garantir que l’auteur d’infraction respecte les conditions et obligations qui lui ont été imposées, y compris un contrôle le cas échéant. Le suivi peut être obligatoire ou volontaire (à la demande d’auteurs d’infraction).

**Suivi postérieur à la libération :** suivi pendant la période de libération anticipée.

**Victime :** toute personne physique qui a subi un préjudice, y compris une atteinte à son intégrité physique ou mentale, une souffrance morale ou un préjudice économique, causé par des actes ou des omissions violant le droit pénal. Le terme « victime » inclut également, le cas échéant, la famille immédiate ou les personnes à charge de la victime directe.

|  |
| --- |
| **Recommendation CM/Rec(2010)1 of the Committee of Ministers to member states on the Council of Europe Probation Rules** *(Adopted by the Committee of Ministers on 20 January 2010at the 1075th meeting of the Ministers’ Deputies)* The Committee of Ministers, under the terms of Article 15.*b* of the Statute of the Council of Europe, Considering that the aim of the Council of Europe is to achieve a greater unity between its members, in particular through harmonising laws on matters of common interest; Considering that the aim of probation is to contribute to a fair criminal justice process, as well as to public safety by preventing and reducing the occurrence of offences; Considering that probation agencies are among the key agencies of justice and that their work has an impact on the reduction of the prison population; Having regard to: - the Declaration and Action Plan adopted by the Third Summit of Heads of State and Government of the Council of Europe (Warsaw, 16-17 May 2005), in particular concerning the security of citizens; - Resolution No. 2 (paragraph 19) adopted by the 26th Conference of the European Ministers of Justice (Helsinki, 7-8 April 2005); Taking into consideration: - the European Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms (ETS No. 5); - the European Convention on the Supervision of Conditionally Sentenced or Conditionally Released Offenders (ETS No. 51); - the European Convention on the International Validity of Criminal Judgments (ETS No. 70); - Recommendation No. R (92) 16 on the European rules on community sanctions and measures; - Recommendation No. R (97) 12 on staff concerned with the implementation of sanctions or measures; - Recommendation No. R (99) 19 concerning mediation in penal matters; - Recommendation No. R (99) 22 concerning prison overcrowding and prison population inflation; - Recommendation [Rec(2000)22](https://wcd.coe.int/wcd/ViewDoc.jsp?Ref=Rec(2000)22&Language=lanEnglish&Site=CM&BackColorInternet=DBDCF2&BackColorIntranet=FDC864&BackColorLogged=FDC864) on improving the implementation of the European rules on community sanctions and measures; - Recommendation [Rec(2003)22](https://wcd.coe.int/wcd/ViewDoc.jsp?Ref=Rec(2003)22&Language=lanEnglish&Site=CM&BackColorInternet=DBDCF2&BackColorIntranet=FDC864&BackColorLogged=FDC864) on conditional release (parole); - Recommendation [Rec(2003)23](https://wcd.coe.int/wcd/ViewDoc.jsp?Ref=Rec(2003)23&Language=lanEnglish&Site=CM&BackColorInternet=DBDCF2&BackColorIntranet=FDC864&BackColorLogged=FDC864) on the management by prison administrations of life sentence and other long-term prisoners; - Recommendation [Rec(2006)2](https://wcd.coe.int/wcd/ViewDoc.jsp?Ref=Rec(2006)2&Language=lanEnglish&Site=CM&BackColorInternet=DBDCF2&BackColorIntranet=FDC864&BackColorLogged=FDC864) on the European Prison Rules; - Recommendation [Rec(2006)8](https://wcd.coe.int/wcd/ViewDoc.jsp?Ref=Rec(2006)8&Language=lanEnglish&Site=CM&BackColorInternet=DBDCF2&BackColorIntranet=FDC864&BackColorLogged=FDC864) on assistance to crime victims; and - Recommendation [Rec(2006)13](https://wcd.coe.int/wcd/ViewDoc.jsp?Ref=Rec(2006)13&Language=lanEnglish&Site=CM&BackColorInternet=DBDCF2&BackColorIntranet=FDC864&BackColorLogged=FDC864) on the use of remand in custody, the conditions in which it takes place and the provision of safeguards against abuse; Taking further into consideration: - the United Nations Standard Minimum Rules for Non-custodial Measures (The Tokyo Rules), Recommends that governments of the member states: - be guided in their legislation, policies and practice by the rules contained in the appendices to this recommendation; - ensure that this recommendation and the accompanying commentary are translated and disseminated as widely as possible and more specifically among judicial authorities, probation agencies, penitentiary services, as well as the media and the general public. *Appendix I to Recommendation CM/Rec(2010)1* **Part I: Scope, application, definitions and basic principles** **Scope and application** These rules guide the establishment and proper functioning of probation agencies. These rules apply also to other organisations in their performance of the tasks covered in these rules, including other state organisations, non-governmental and commercial organisations. Nothing in these rules should in any way be interpreted as precluding the application of any relevant international human rights instruments and standards that are more conducive to the treatment of offenders. These rules need to be read together with Recommendation No. R (92) 16 on the European rules on community sanctions and measures. Furthermore, these rules complement the relevant provisions of Recommendation No. R (97) 12 on staff concerned with the implementation of sanctions and measures, Recommendation No. R (99) 19 concerning mediation in penal matters, Recommendation [Rec(2000)22](https://wcd.coe.int/wcd/ViewDoc.jsp?Ref=Rec(2000)22&Language=lanEnglish&Site=CM&BackColorInternet=DBDCF2&BackColorIntranet=FDC864&BackColorLogged=FDC864) on improving the implementation of the European rules on community sanctions and measures, Recommendation [Rec(2003)22](https://wcd.coe.int/wcd/ViewDoc.jsp?Ref=Rec(2003)22&Language=lanEnglish&Site=CM&BackColorInternet=DBDCF2&BackColorIntranet=FDC864&BackColorLogged=FDC864) on conditional release (parole), Recommendation [Rec(2003)23](https://wcd.coe.int/wcd/ViewDoc.jsp?Ref=Rec(2003)23&Language=lanEnglish&Site=CM&BackColorInternet=DBDCF2&BackColorIntranet=FDC864&BackColorLogged=FDC864) on the management by prison administrations of life sentence and other long-term prisoners, Recommendation [Rec(2006)2](https://wcd.coe.int/wcd/ViewDoc.jsp?Ref=Rec(2006)2&Language=lanEnglish&Site=CM&BackColorInternet=DBDCF2&BackColorIntranet=FDC864&BackColorLogged=FDC864) on the European Prison Rules, Recommendation [Rec(2006)8](https://wcd.coe.int/wcd/ViewDoc.jsp?Ref=Rec(2006)8&Language=lanEnglish&Site=CM&BackColorInternet=DBDCF2&BackColorIntranet=FDC864&BackColorLogged=FDC864) on assistance to crime victims and Recommendation [Rec(2006)13](https://wcd.coe.int/wcd/ViewDoc.jsp?Ref=Rec(2006)13&Language=lanEnglish&Site=CM&BackColorInternet=DBDCF2&BackColorIntranet=FDC864&BackColorLogged=FDC864) on the use of remand in custody, the conditions in which it takes place and the provision of safeguards against abuse, and are to be read together with them. **Definitions** **Probation:** relates to the implementation in the community of sanctions and measures, defined by law and imposed on an offender. It includes a range of activities and interventions, which involve supervision, guidance and assistance aiming at the social inclusion of an offender, as well as at contributing to community safety. **Probation agency:** means any body designated by law to implement the above tasks and responsibilities. Depending on the national system, the work of a probation agency may also include providing information and advice to judicial and other deciding authorities to help them reach informed and just decisions; providing guidance and support to offenders while in custody in order to prepare their release and resettlement; monitoring and assistance to persons subject to early release; restorative justice interventions; and offering assistance to victims of crime. **Community sanctions and measures:** means sanctions and measures which maintain offenders in the community and involve some restrictions on their liberty through the imposition of conditions and/or obligations. The term designates any sanction imposed by a judicial or administrative authority, and any measure taken before or instead of a decision on a sanction, as well as ways of enforcing a sentence of imprisonment outside a prison establishment. **Aftercare:** means the process of reintegrating an offender, on a voluntary basis and after final release from detention, back into the community in a constructive, planned and supervised manner. In these rules, the term is distinguished from the term “resettlement” which refers to statutory involvement after release from custody. **Basic principles** 1. Probation agencies shall aim to reduce reoffending by establishing positive relationships with offenders in order to supervise (including control where necessary), guide and assist them and to promote their successful social inclusion. Probation thus contributes to community safety and the fair administration of justice. 2. Probation agencies shall respect the human rights of offenders. All their interventions shall have due regard to the dignity, health, safety and well-being of offenders. 3. In all cases where probation agencies deal with issues related to victims of crime, they shall respect their rights and needs. 4. Probation agencies shall take full account of the individual characteristics, circumstances and needs of offenders in order to ensure that each case is dealt with justly and fairly. The interventions of probation agencies shall be carried out without discrimination on any ground such as sex, race, colour, language, religion, disability, sexual orientation, political or other opinion, national or social origin, association with a minority ethnic group, property, birth or other status. 5. In implementing any sanction or measure, probation agencies shall not impose any burden or restriction of rights on the offender greater than that provided by the judicial or administrative decision and required in each individual case by the seriousness of the offence or by the properly assessed risks of reoffending. 6. As far as possible, the probation agencies shall seek the offenders’ informed consent and co-operation regarding interventions that affect them. 7. Any intervention before guilt has been finally established shall require the offenders’ informed consent and shall be without prejudice to the presumption of innocence. 8. Probation agencies, their tasks and responsibilities, as well as their relations with the public authorities and other bodies, shall be defined by national law. 9. Probation shall remain the responsibility of the public authorities, even in the case when services are delivered by other agencies or volunteers. 10. Probation agencies shall be accorded an appropriate standing and recognition and shall be adequately resourced. 11. The deciding authorities shall, where appropriate, make use of the professional advice and follow-up of the probation agencies in order to reduce reoffending, and to foster the use of alternatives to the deprivation of liberty. 12. Probation agencies shall work in partnership with other public or private organisations and local communities to promote the social inclusion of offenders. Co-ordinated and complementary inter-agency and inter-disciplinary work is necessary to meet the often complex needs of offenders and to enhance community safety. 13. All activities and interventions undertaken by probation agencies shall conform to the highest national and international ethical and professional standards. 14. There shall be accessible, impartial and effective complaint procedures regarding probation practice. 15.Probation agencies shall be subject to regular government inspection and/or independent monitoring. 16. The competent authorities shall enhance the effectiveness of probation work by encouraging research, which shall be used to guide probation policies and practices. 17. The competent authorities and the probation agencies shall inform the media and the general public about the work of probation agencies in order to encourage a better understanding of their role and value in society. **Part II: Organisation and staff** **Organisation** 18. The structure, status and resources of probation agencies shall correspond to the volume of the tasks and responsibilities they are entrusted with and shall reflect the importance of the public service they implement. 19. Irrespective of whether probation services are delivered by public or private organisations, agencies shall work in accordance with formal policy instructions and rules provided by the competent authorities. 20. Any private agency providing probation services to offenders shall be approved by the competent authorities in accordance with national law. **Staff** 21. Probation agencies shall act in a manner that earns the respect of other justice agencies and of civil society for the status and work of probation staff. The competent authorities shall endeavour to facilitate the achievement of this aim by providing appropriate resources, focused selection and recruitment, adequate remuneration of staff and good management. 22. Staff shall be recruited and selected in accordance with approved criteria which shall place emphasis on the need for integrity, humanity, professional capacity and personal suitability for the complex work they are required to do. 23. All staff shall have access to education and training appropriate to their role and to their level of professional responsibilities. 24. Initial training shall be provided to all staff and shall seek to impart the relevant skills, knowledge and values. Staff shall be assessed in a recognised manner and qualifications awarded that validate the level of competence attained. 25. Throughout their career, all staff shall maintain and improve their knowledge and professional abilities through in-service training and development provided to them. 26. Staff shall be trained and enabled to use their discretion within the framework of law, ethics, organisational policy, up-to-date methodological standards and code of conduct. 27. Staff who work or are to work with offenders who have committed some specific offences shall be given appropriate specialised training. 28. Training shall pay attention to offenders and, where applicable, victims who may be particularly vulnerable or have distinct needs. 29. Probation staff shall be sufficiently numerous to carry out their work effectively. Individual staff members shall have a caseload which allows them to supervise, guide and assist offenders effectively and humanely and, where appropriate, to work with their families and, where applicable, victims. Where demand is excessive, it is the responsibility of management to seek solutions and to instruct staff about which tasks are to take priority. 30. The management shall ensure the quality of probation work by providing leadership, guidance, supervision and motivation to staff. Staff shall be accountable for their practice. 31. The management shall endeavour to develop and maintain sound working relationships and good contacts with other agencies and partners, with volunteers, public authorities, the media and the general public. 32. There shall be arrangements for management to consult with staff as a body on general matters regarding their professional practice and related conditions of employment. 33. Staff remuneration, benefits and conditions of employment shall reflect the standing of their profession and shall be adequate to the exacting nature of their work in order to attract and retain suitable staff. 34. Volunteers may be involved in certain aspects of probation work. They shall be adequately selected, supported and resourced. **Part III** **Accountability and relations with other agencies** 35. Probation agencies shall, in accordance with national law, liaise with and provide information to the judicial authorities, and where appropriate, to other competent authorities. This will usually include information on the likely impact of custody and the feasibility of non-custodial sanctions and measures, in general and in particular cases. Where individual reports are required, the information to be provided shall be clearly defined. 36. Probation agencies shall regularly submit general reports and feedback information regarding their work to the competent authorities. 37. Probation agencies shall work in co-operation with other agencies of the justice system, with support agencies and with the wider civil society in order to implement their tasks and duties effectively. 38. Probation agencies shall encourage and facilitate support agencies to undertake their inherent responsibility to meet the needs of offenders as members of society. 39. Whether or not probation agencies and the prison service form part of a single organisation, they shall work in close co-operation in order to contribute to a successful transition from life in prison to life in the community. 40. Where appropriate, inter-agency agreements shall be arranged with the respective partners setting the conditions of co-operation and assistance both in general and in relation to particular cases. 41. Formal and clear rules regarding professional confidentiality, data protection and exchange of information shall be provided by national law and shall be specified whenever such partnerships are established. **Part IV** **Probation work** *Pre-sentence reports* 42. Depending on the national legal system, probation agencies may prepare pre-sentence reports on individual alleged offenders in order to assist, where applicable, the judicial authorities in deciding whether to prosecute or what would be the appropriate sanctions or measures. Where this is the case, probation agencies shall regularly communicate with the judicial authorities regarding the circumstances in which such a report may be useful. 43. Pre-sentence reports shall be based on clearly identified information and as far as possible be verified and updated in the course of the proceedings. 44. Alleged offenders shall be given the opportunity to be involved in the preparation of the report, and their opinion, where available, shall be reflected in the report and its contents shall be communicated to them and/or to their legal representative. *Other advisory reports* 45. Depending on the national legal system, probation agencies may produce the reports required for decisions to be taken by the competent authorities. They shall include advice on: *a.* the feasibility of the offender’s release in the community; *b.* any special conditions that might be included in the decision regarding the offender’s release; *c.* any intervention required to prepare the offender for release. 46. Offenders shall be given the opportunity, where appropriate, to be involved in the preparation of the report, and their opinion, if available, must be reflected in the report and its contents must be communicated to them and/or to their legal representative. *Community service* 47. Community service is a community sanction or measure which involves organising and supervising by the probation agencies of unpaid labour for the benefit of the community as real or symbolic reparation for the harm caused by an offender. Community service shall not be of a stigmatising nature and probation agencies shall seek to identify and use working tasks which support the development of skills and the social inclusion of offenders. 48. Community service shall not be undertaken for the profit of probation agencies, their staff or for commercial profit. 49. In identifying suitable tasks, the probation agencies shall take into account the safety of the community and of the direct beneficiaries of the work. 50. Health and safety precautions shall adequately protect offenders assigned to community service and shall be no less rigorous than those applied to other workers. 51. Probation agencies shall develop community service schemes that encompass a range of tasks suitable to the different skills and diverse needs of offenders. In particular, there must be appropriate work available for women offenders, offenders with disabilities, young adult offenders and elderly offenders. 52. Offenders shall be consulted about the type of work they could undertake. *Supervision measures* 53. In accordance with national law, probation agencies may undertake supervision before, during and after trial, such as supervision during conditional release pending trial, bail, conditional non-prosecution, conditional or suspended sentence and early release. 54. In order to ensure compliance, supervision shall take full account of the diversity and of the distinct needs of individual offenders. 55. Supervision shall not be seen as a purely controlling task, but also as a means of advising, assisting and motivating offenders. It shall be combined, where relevant, with other interventions which may be delivered by probation or other agencies, such as training, skills development, employment opportunities and treatment. *Work with the offender’s family* 56. Where appropriate, and in accordance with national law, probation agencies, directly or through other partner agencies, shall also offer support, advice and information to offenders’ families. *Electronic monitoring* 57. When electronic monitoring is used as part of probation supervision, it shall be combined with interventions designed to bring about rehabilitation and to support desistance. 58. The level of technological surveillance shall not be greater than is required in an individual case, taking into consideration the seriousness of the offence committed and the risks posed to community safety. *Resettlement* 59.Where probation agencies are responsible for supervising offenders after release they shall work in co-operation with the prison authorities, the offenders, their family and the community in order to prepare their release and reintegration into society. They shall establish contacts with the competent services in prison in order to support their social and occupational integration after release. 60. Probation agencies shall be afforded all necessary access to prisoners to allow them to assist with preparations for their release and the planning of their resettlement in order to ensure continuity of care by building on any constructive work that has taken place during detention. 61. Supervision following early release shall aim to meet the offenders’ resettlement needs such as employment, housing, education and to ensure compliance with the release conditions in order to reduce the risks of reoffending and of causing serious harm. *Aftercare* 62. Once all post-release obligations have been discharged, probation agencies may continue, where this is allowed by national law, to offer aftercare services to ex-offenders on a voluntary basis to help them continue their law-abiding lives. *Probation work with offenders who are foreign nationals and with nationals sanctioned abroad* 63. Probation agencies shall provide services accessible to offenders of foreign nationality, especially in respect of community supervision and resettlement. 64. In the operation of legal provisions authorising the transfer of probation interventions with regard to offenders who are foreign nationals, the latter shall be informed of their rights in this respect. As far as possible, continuing close co-operation with the relevant probation agency(ies) in their country of origin shall be established and maintained in order to facilitate the necessary supervisory arrangements on the return of the offenders to their country. 65. Probation agencies shall aim, with the consent of the national authorities, to facilitate ongoing contact with and support to nationals sanctioned abroad, who are known to them, and to encourage them to make use of the relevant support agencies on their return. **Part V** **Process of supervision** *Assessment* 66. When required before and during supervision, an assessment of offenders shall be made involving a systematic and thorough consideration of the individual case, including risks, positive factors and needs, the interventions required to address these needs and the offenders’ responsiveness to these interventions. 67. Wherever possible, offenders shall be enabled to make an active contribution to the formal assessment. This includes giving due weight to the offenders’ views and personal aspirations, as well as their own personal strengths and responsibility for avoiding further offending. 68. The offenders shall be made aware of the process and outcomes of the assessment. 69. Assessment is a continuing process and its accuracy and relevance shall be periodically reviewed. 70. Assessment is recommended: *a.* at the time of determining the appropriate sanction or measure or when diversion from formal criminal proceedings is being considered; *b.* at the beginning of a period of supervision; *c.* whenever there are significant changes in the offenders’ life; *d.* when consideration is being given to a change in the nature or the level of supervision; *e.* at the end of the supervision measure. 71. Staff shall be trained to carry out assessments in conformity with the present rules. Where national systems use assessment instruments, staff shall be trained to understand their potential value and limitations and to use these in support of their professional judgement. *Planning* 72. A work plan for the implementation of all sanctions and measures shall be prepared by the competent authorities and included in the case record. This plan shall guide the probation agency’s work and shall enable staff and offenders to assess progress towards the objectives set. 73. The work plan shall be negotiated and, as far as possible, agreed with the offender. 74. The plan shall be based on the initial assessment and shall set out the interventions that will be put in place. 75. Whenever the assessment is reviewed, the work plan shall correspondingly be revised as necessary. *Interventions* 76. Interventions shall aim at rehabilitation and desistance and shall therefore be constructive and proportionate to the sanction or measure imposed. 77. Probation agencies should be able to use a variety of methods based on an interdisciplinary approach and sound knowledge derived from relevant research. 78. Offenders shall be fully informed beforehand about any proposed intervention. Every attempt shall be made to ensure their active participation in such interventions. 79. In arranging interventions and making referral, the probation agencies shall, where appropriate, call upon support agencies. 80. Irrespective of the number of persons contributing to working with an offender, there shall in every case be an identified responsible member of staff whose task it is to assess, elaborate and co-ordinate the general work plan and to ensure contact with the offender and compliance. This is especially important where offenders are subject to more than one intervention or when more than one agency is involved. *Evaluation* 81. The progress of the individual offender shall be evaluated at regular intervals and this process shall influence the work plan during the remainder of supervision. The evaluation shall form part of the case record and, when required, of the follow-up reporting to the deciding authority. 82. Evaluation shall also reflect the extent to which the agreed work plan has been defined, put into effect and produced its intended consequences*.* Probation agencies shall be able to apply to the deciding authority to alter or end the supervision, when appropriate. 83. The offenders’ view regarding the relevance of supervision shall be included in the evaluation. 84. At the end of the period of supervision, a final evaluation shall be made. Offenders must be made aware that this evaluation will remain in their case records and that they may be referred to in the future. *Enforcement and compliance* 85. Probation agencies shall work to ensure the active compliance of offenders with their supervision and with any conditions imposed. In gaining the offenders’ co-operation, they shall not rely solely on the prospect of sanctions for non-compliance. 86. Offenders shall be made fully aware of what is required of them, of the duties and responsibilities of probation staff and of the consequences of non-compliance. 87. Where offenders fail to comply with any of the conditions imposed, probation staff shall respond actively and promptly. The response shall take full account of the circumstances of the failure to comply. *Recording, information and confidentiality* 88. All probation agencies shall keep formal, accurate and up-to-date records of their work. These records shall typically include personal details of the individuals concerned relevant to the implementation of the sanction or measure, a record of their contact with the agency and work undertaken in relation to them. They shall also record assessment, planning, intervention and evaluation. 89. Records are subject to principles of confidentiality and data protection as set out in national law. Confidential information shall only be shared with other relevant agencies based on strict procedures of handling and used for clearly defined purposes. 90. Records are an important means of ensuring accountability. They shall be checked regularly by managers and shall be available for formal inspections and monitoring as required. 91. Probation agencies shall be able to give an account to the judiciary and other competent authorities of the work being undertaken, offenders’ progress and the extent of their compliance. 92. Offenders shall have access to case records kept about them to the extent that this is foreseen in national law and does not infringe the right to privacy of others. The offenders shall have the right to contest the contents of these records. **Part VI** **Other work of probation agencies** *Work with victims* 93. Where probation agencies provide services to victims of crime they shall assist them in dealing with the consequences of the offence committed, taking full account of the diversity of their needs. 94. Where appropriate, probation agencies shall liaise with victim support services to ensure that the needs of victims are met. 95. Where probation agencies are in contact with victims and/or seek their views, the latter shall be clearly informed that decisions regarding the sanctioning of offenders are taken based on a number of factors and not only the harm done to a particular victim. 96. Even where probation agencies do not work directly with victims, interventions shall respect the rights and needs of victims and shall aim at increasing offenders’ awareness of the harm done to victims and their taking responsibility for such harm. *Restorative justice practices* 97. Where probation agencies are involved in restorative justice processes, the rights and responsibilities of the offenders, the victims and the community shall be clearly defined and acknowledged. Appropriate training shall be provided to probation staff. Whatever specific intervention is used, the main aim shall be to make amends for the wrong done. *Crime prevention* 98. Where provided by national law, the expertise and experience of probation agencies shall be used in developing crime reduction strategies. This may include making use of joint interventions and partnerships. **Part VII** **Complaint procedures, inspection and monitoring** 99.National law shall provide for clear, accessible and effective procedures to investigate and respond to complaints regarding probation practice. 100. These procedures shall be fair and impartial. 101. In all cases, the complainant shall be duly informed of the process and the findings of the investigation. 102. Probation agencies shall ensure that there are reliable systems in place to monitor and improve their own practice and to ensure that it meets the standards required. 103. Probation agencies shall be accountable to the competent authorities and subject to regular government inspection and/or independent monitoring and shall co-operate fully with all such scrutiny. The findings of independent monitoring bodies shall be made public. **Part VIII** **Research, evaluation, work with the media and the public** 104. Probation policy and practice shall be as far as possible evidence based. The authorities shall provide the resources necessary for rigorous research and evaluation. 105. Revision of existing laws, policy and practice shall be based on sound scientific knowledge and research that meets internationally recognised standards. 106. The media and the public shall be provided regularly with factual information about the work carried out by probation agencies. They shall be informed about the purposes and results of the work in order to encourage a better understanding of their role and value in society. 107. The competent authorities shall be encouraged to publish regular reports on developments in the field of probation. 108. Statements of policy and practice of probation agencies shall be made available to other agencies, to service users and to the general public, both nationally and internationally, in order to promote confidence and improve probation standards and practices. *Appendix II to Recommendation CM/Rec(2010)1* **Glossary of the terms used** **Aftercare** means the process of reintegrating an offender, on a voluntary basis and after final release from detention, back into the community in a constructive, planned and supervised manner. In these rules the term is distinguished from the term “resettlement” which refers to statutory involvement after release from custody. **Assessment** means the process of estimating the risks, needs and strengths of an offender before planning an intervention and/or providing advice to judicial or other competent authorities. In addition, assessment seeks to identify the causes of offending, and whether measures can be taken to reduce the likelihood of its reoccurrence. **Assistance** is to be seen as forming an integral part of the supervision process alongside control. It usually covers one or more of the following services: providing assistance in finding housing, employment, education, providing family support, etc. In some legal systems it may be provided by separate agencies. **Complaint** refers both to filing an application before a judicial authority and to appealing to an administrative body.**Community sanctions and measures** mean sanctions and measures which maintain offenders in the community and involve some restrictions on their liberty through the imposition of conditions and/or obligations. The term designates any sanction imposed by a judicial or administrative authority, and any measure taken before or instead of a decision on a sanction, as well as ways of enforcing a sentence of imprisonment outside a prison establishment. **Conditions and obligations** mean any requirements which are integral to the sanction or measure imposed by the deciding authority. **Control** means activities limited to ascertaining whether or to ensuring that any conditions or obligations imposed by a sanction or measure are complied with by the offender. Such activities usually include using, or threatening to use stricter sanctions or measures in case of non-compliance. The notion of control is narrower than that of supervision. **Crime prevention** means any policy and practice implemented by the agencies of the criminal justice system and other competent agencies and aimed at preventing (or, more plausibly, reducing) crime. **Deciding authority** means a judicial, administrative or other authority empowered by law to impose or revoke a community sanction or measure or to modify its conditions and obligations. **Desistance** means the process by which, with or without the intervention of criminal justice agencies, offenders terminate their offending activities and maintain crime-free lives through the development of their human capital (such as individual skills and knowledge) and their social capital (such as employment, family, social connections and ties and engagement in civil society). **Early release** comprises all forms of discharge from prison before the prison sentence has been fully served, such as provisional release, conditional release (parole) or conditional pardon. **Evaluation** is a thorough review of the extent to which set objectives have been achieved. In this process decisions are taken about what needs to be done next. **Implementation** means the carrying out of the practical aspects of the work of a probation agency to ensure that a community sanction or measure is properly enforced. **Intervention** means any action taken to supervise, treat, assist or guide offenders in order to divert them from committing further offences and to help them lead law-abiding lives. Intervention therefore does not refer to providing information or writing reports. **Judicial authority** means a court, a judge or a prosecutor. **National law** means not only primary legislation passed by the national legislator, but also any other binding regulations and orders, as well as the case law of courts and tribunals, in as far as these forms of creating law are recognised by the national legal system. **Offender** means any person who is alleged to have or who has committed an infringement of the criminal law. For the purpose of this recommendation and without prejudice to the presumption of innocence and the establishment of guilt by a judicial decision, the term “offender” shall be understood to include anyone facing criminal proceedings. **Post-release supervision** means supervision during the period of early release. **Probation** relates to the implementation in the community of sanctions and measures, defined by law and imposed on an offender. It includes a range of activities and interventions, which involve supervision, guidance and assistance aiming at the social inclusion of an offender, as well as at contributing to community safety. **Probation agency** means any body designated by law to implement the above tasks and responsibilities. Depending on the national system, the work of a probation agency may also include providing information and advice to judicial and other deciding authorities to help them reach informed and just decisions; providing guidance and support to offenders while in custody in order to prepare their release and resettlement; monitoring and assistance to persons subject to early release; restorative justice interventions; and offering assistance to victims of crime. **Rehabilitation** is a broad concept which denotes a wide variety of interventions aimed at promoting desistance and at the restoration of an offender to the status of a law-abiding person. **Resettlement** begins during the period of detention. It is the process of a prisoner’s reintegration back into the community in a positive and managed way. In these rules, resettlement refers to the period of supervision after the offender has left prison but is still subject to certain statutory obligations – for example, a period of parole. It is to be distinguished from “aftercare”. **Restorative justice** includes approaches and programmes based on several underlying assumptions: *a*. that the response to crime should repair as much as possible the harm suffered by the victim; *b*. that offenders should be brought to understand that their behaviour is not acceptable and that it has had some real consequences for the victim and the community; *c*. that offenders can and should accept responsibility for their action; *d*. that victims should have an opportunity to express their needs and to participate in determining the best way for the offender to make reparation, and *e*. that the community has a responsibility to contribute to this process. **Supervision** refers both to assistance activities conducted by or on behalf of an implementing authority which are intended to maintain the offender in the community and to actions taken to ensure that the offender fulfils any conditions or obligations imposed, including control where necessary. Supervision may be mandatory or voluntary (upon the offender’s request). **Victim** means a natural person who has suffered harm, including physical or mental injury, emotional suffering or economic loss, caused by acts or omissions that are in violation of criminal law. The term “victim” also includes, where appropriate, the immediate family or dependants of the direct victim. **Volunteer** means is a person carrying out probation activities who is not paid for this work. This does not exclude the payment of a small amount of money to volunteers to cover the expenses of their work.  |
|  |  |
|  |  |
|   |  |